

NOTE AU CONSEIL FEDERAL

Mon voyage en Australie et en Nouvelle Zélande

1. Australie

La représentation du Conseil fédéral à la journée suisse (1er août) de l'Exposition universelle de Brisbane m'a fourni l'occasion de faire une visite officielle en Australie. Cette visite était d'autant plus nécessaire qu'encore jamais un conseiller fédéral ne s'était rendu en Australie, un pays appelé à jouer un rôle clef dans l'espace économique de plus en plus dynamique du Pacifique et que nos relations bilatérales avec ce pays n'ont pas été sans problèmes ces dernières années (agriculture).

A Canberra, je me suis entretenu notamment avec le premier ministre Hawke, le ministre des finances Keating, le ministre du commerce extérieur Duffy, le ministre de l'industrie Button, le ministre des ressources naturelles et de l'agriculture Kerin et les chefs des gouvernements du New South Wales et de Queensland. J'ai procédé avec le ministre du commerce à l'échange des instruments de ratification de l'accord bilatéral sur la coopération en matière nucléaire et avec le ministre de la justice Bowen à la signature de l'accord d'extradition. J'ai rencontré également les Suisses d'Australie à Canberra, Sydney et Brisbane.

Le sujet principal de mes entretiens à Canberra était l'agriculture et en particulier le volet agricole de l'Uruguay Round du GATT. Durant des entretiens d'une grande cordialité, je pense être parvenu à décriper quelque peu des relations bilatérales tendues depuis des années. Les Australiens comprennent mieux dorénavant que la politique agricole suisse est basée en grande partie sur des considérations non-économiques et qu'en important beaucoup de produits

- 2 -

agricoles par tête d'habitant et en n'en exportant que peu, la Suisse ne contribue pas au chaos des échanges agricoles mondiaux. Il n'en reste pas moins que l'Australie demeure au GATT un des avocats les plus fervents d'une privatisation complète du secteur agricole international et que ce pays reste opposé tant au statut d'exception dont la Suisse bénéficie au GATT pour ses échanges agricoles qu'aux mesures à la frontière prises par notre pays pour protéger son agriculture.

J'ai aussi abordé avec mes interlocuteurs un certain nombre d'autres dossiers bilatéraux. Des progrès ont pu être notamment enregistrés en matière fiscale et dans le domaine de nos relations aériennes. L'obtention par la Suisse de droits d'atterrissage en Australie ne semble plus être hors de portée.

Dans l'ensemble, j'ai retiré de mon séjour et de mes contacts en Australie l'impression d'un pays en plein décollage en tant que pôle de croissance dans une région, celle du Pacifique, de plus en plus importante et dynamique. Après des années de torpeur et de politique économique extérieure axée sur la seule exportation de produits de base et sur la substitution à l'importation de produits manufacturés, l'Australie est en train de développer une stratégie économique de diversification et d'ouverture qui pourrait en faire d'ici l'an 2000 un des deux ou trois centres économiques de la région du Pacifique (avec le Japon). Il est indispensable que l'économie suisse renforce encore sa position dans cette région encore sous-estimée quant à son potentiel. L'Australie, très intéressée quant à elle à un meilleur accès au nouvel espace économique en train de se construire en Europe, ne demande qu'à coopérer plus étroitement avec la Suisse.

L'engagement réciproque de se lancer sur cette voie peut être considéré comme le principal résultat de ma visite en Australie.

Quant à l'exposition universelle de Brisbane au sein de laquelle j'ai fêté le premier août avec les Suisses d'Australie et avec une importante délégation économique venue de Suisse, elle connaît un énorme succès. Il s'en dégage une atmosphère de grand dynamisme

orienté vers l'avenir. Aussi ne fait-il pas de doute que pour un pays comme le nôtre, les expositions universelles représentent un important instrument de rayonnement international. Grâce à sa piste de ski, le pavillon suisse a gagné le premier prix. Cela dit, il conviendra de veiller à ce que le pavillon suisse de l'exposition universelle de 1992 à Séville mette davantage l'accent sur l'avenir et le dynamisme industriel de la Suisse. Je pense que le moment est d'ailleurs venu pour le Conseil fédéral d'avoir un débat sur l'image que la Suisse doit projeter à l'étranger par des manifestations du genre des expositions universelles. Il convient à mon sens de définir une image moins statique et moins traditionnelle que celle que nous avons tendance à transmettre actuellement au monde extérieur.

Une remarque encore: mon voyage en Australie s'est fait dans des conditions d'intendance difficiles. La grave maladie de notre ambassadeur à Canberra, le fait que le nouveau consul général à Sydney n'a rejoint son poste qu'à la veille du jour de mon arrivée ont compliqué mon voyage, ceci en dépit des gros efforts déployés sur place par notre conseiller d'ambassade qui a dû à lui tout seul organiser toute la visite.

2. Nouvelle Zélande

Mon séjour en Nouvelle Zélande a été bref, n'y ayant passé qu'un peu plus de vingt-quatre heures entre deux avions. J'en ai profité pour rencontrer la colonie suisse la plus éloignée de notre pays et pour m'entretenir avec mon collègue néo-zélandais Mike Moore, ministre du commerce extérieur.

Contrairement à l'Australie, la nouvelle Zélande demeure plongée dans une crise économique dont elle paraît loin de sortir. Alors que la population australienne s'enrichit de plus de 65 000 immigrants par an, la Nouvelle Zélande est devenue un pays d'émigration. Les nombreux Suisses que j'y ai rencontrés sont inquiets de leur avenir, à l'exception de ceux qui sont dans l'agriculture. La Nouvelle Zélande a en effet raté sa tentative

d'industrialisation. Aussi son récent programme de libéralisation des échanges et de privatisation du secteur privé arrive-t-il bien tard pour rattrapper un retard d'industrialisation encore plus important que celui de nombreux pays en développement.

Lors de mon entretien avec mon collègue néo-zélandais, j'ai plaidé à la fois en faveur d'une politique néo-zélandaise moins vulnérable et en faveur d'une modération des positions néo-zélandaises au GATT trop exclusivement axées sur le dossier agricole.

J'ai insisté sur l'intérêt commun de la Suisse et de la Nouvelle Zélande à se battre au GATT pour l'établissement de règles du jeu reformées, de règles du bon fonctionnement desquelles nos pays sont infiniment plus dépendants que les "grands". Les réponses de mon collègue néo-zélandais à cet appel ont été étonnamment favorables, de sorte que je pense qu'avec ce pays également, notre coopération sur le plan bilatéral et multilatéral va pouvoir s'intensifier.

Une remarque finale enfin: les entretiens que j'ai eus en Australie et en Nouvelle Zélande m'ont confirmé que le monde économique et la coopération économique internationale traversent des temps d'extraordinaire mutation et turbulence. La subite accentuation du chaos agricole mondial et l'accélération de la négociation agricole internationale (Uruguay Round) qui en sont résultés n'en sont que des exemples. Nous nous trouvons en fait dans une période à la fois d'érosion et de reconstruction - parfois désordonnée - du système économique international, une période qui n'a son équivalent que dans les années d'après-guerre, c'est-à-dire que la diplomatie économique extérieure de la Suisse et le Conseil fédéral sont soumis à des exigences croissantes de mobilité et d'action. Je me propose d'en parler prochainement au Conseil fédéral.

Une brève visite au retour en Argentine, qui m'aura permis de rencontrer le président Alfonsín et certains de ses ministres et de célébrer le 50e anniversaire de la Chambre de commerce suisse-argentine, fera l'objet d'un bref rapport séparé.

sig. Jean-Pascal Delamuraz